

Paris, le 14 juin 2022

Chers Concitoyens,

Aujourd'hui, pour la première fois, les représentants de tous les syndicats de médecins libéraux ont pris la décision de s'adresser directement à la population française. Cette décision est motivée par les difficultés que vous rencontrez pour accéder aux soins dans certains territoires et l'impossibilité d'y apporter des solutions pérennes à court terme. La crise des urgences, cumulée à celle des vocations, vient aggraver la situation et nous impose de réagir rapidement, même par des mesures temporaires. Cet état de fait est l'héritage des politiques publiques qui, depuis 40 ans, ont conduit à réduire le nombre de médecins en formation et entraîné un manque d'attractivité du métier de soignant. Depuis une dizaine d'années, le nombre de médecins formés certes augmente, mais cela ne suffit pas pour faire face à une demande de soins croissante et de plus en plus complexe.

Les médecins libéraux sont de plus en plus sollicités et beaucoup ont délaissé leur vie privée pour répondre à la population.

- Être médecin libéral, c'est travailler en moyenne 54 h par semaine dont 44 h sont consacrées aux soins.
- Être médecin libéral, c'est participer à la permanence des soins en ambulatoire. Les périodes nuit de - 20h à minuit- sont assurées **dans 95% des territoires et le week-end pour 96% d'entre eux.**
- Être médecin libéral, c'est reprendre son activité habituelle au lendemain de sa garde de régulation ou de son astreinte sans aucun repos compensateur.
- Être médecin libéral, c'est assurer plus de 85% des consultations quotidiennes, 60% de l'activité chirurgicale, 80% de la radiologie.
- Être médecin libéral, c'est assurer plus des 2/3 des activités médico-techniques.

Notre investissement collectif représente 12% du produit intérieur brut (PIB). Malgré cela, notre système de santé va mal. Les soignants sont épuisés. Les hôpitaux publics, malgré le « Ségur de la Santé » sont en grande souffrance. Les établissements privés pourtant accompagnés dans le cadre du « quoi qu'il en coûte » sont soumis à des tensions financières inédites et des déprogrammations inhabituelles. Les fermetures de lits d'hospitalisation sont nombreuses faute de soignants. La médecine libérale, bien moins accompagnée dans le cadre de la crise COVID, n'est pas épargnée. Elle est aussi en très grande tension en raison d'une démographie en baisse.

Face à une telle situation, après plus de deux années de pandémie qui ont épuisé l'ensemble du corps médical, il est indispensable de réagir pour redonner aux médecins et à l'ensemble des soignants les moyens nécessaires pour retrouver l'agilité qui leur a permis de continuer à vous soigner face à la Covid.

Réagir c'est actionner tous les leviers possibles.

Vouloir, comme le fait le Président de la Fédération Hospitalière de France, laisser croire que la responsabilité des difficultés d'accès aux soins est le fait de vos médecins libéraux est faux et irresponsable. C'est aussi, par ces affirmations, montrer toute sa méconnaissance du fonctionnement de la médecine de ville et de son financement. Les chiffres rappelés en début de cette lettre en témoignent.

Imposer des installations dans des territoires où les services ont disparu (écoles, crèche, commerces) est une illusion qui ne ferait que réduire encore l'attractivité d'un secteur qui en manque cruellement. L'installation d'un médecin libéral ne se conçoit pas sans une politique globale d'aménagement du territoire. À nos yeux, il est urgent de définir un nouveau contrat social qui ne peut pas concerner seulement la médecine libérale. C'est dans cet état d'esprit que les syndicats de médecins libéraux ont entamé un dialogue avec leurs confrères hospitaliers. C'est dans le même état d'esprit que nous travaillons avec les syndicats des autres professions de santé. Des décisions urgentes doivent être prises afin, dès cet été, de répondre à la crise des urgences. Des réformes importantes doivent être menées pour redonner à la médecine française son agilité permettant à chacune et à chacun d'entre nous une prise en charge médicale basée sur la liberté de choix du médecin, une meilleure accessibilité, une qualité des soins et une politique de prévention beaucoup plus active. C'est ainsi que nous rénoverons notre système de santé. C'est ainsi que la France redeviendra le pays où l'espérance de vie en bonne santé est la meilleure au monde.

Nous n'avons pas attendu cette lettre ouverte pour remettre au Gouvernement les solutions que nous proposons. Nous poursuivrons sans relâche le dialogue avec les médecins hospitaliers, les autres professions de santé et les associations d'usagers pour que nos propositions soient entendues. Nous appelons le Président de la République et son Gouvernement à nous donner et à vous donner les moyens d'avoir une médecine du XXIème à la hauteur des enjeux et de vos besoins.

Dr Patrick Gasser  
Président d'Avenir Spé  
[drpatrickgasser@gmail.com](mailto:drpatrickgasser@gmail.com)

Dr Franck Devulder  
Président de la CSMF  
[franck.devulder@csmf.org](mailto:franck.devulder@csmf.org)

Dr Corinne Le Sauder  
Présidente de la FMF  
[corinnelesauder@wanadoo.fr](mailto:corinnelesauder@wanadoo.fr)

Dr Philippe Cuq  
Co-président du Bloc  
[phcu@wanadoo.fr](mailto:phcu@wanadoo.fr)

Dr Jacques Battistoni  
Président de MG France  
[j.battistoni@mg-france.fr](mailto:j.battistoni@mg-france.fr)

Dr Philippe Vermesch  
Président du SML  
[president@lesml.org](mailto:president@lesml.org)

Dr Jérôme Marty  
Président de l'UFML-S  
[president@ufml-syndicat.fr](mailto:president@ufml-syndicat.fr)